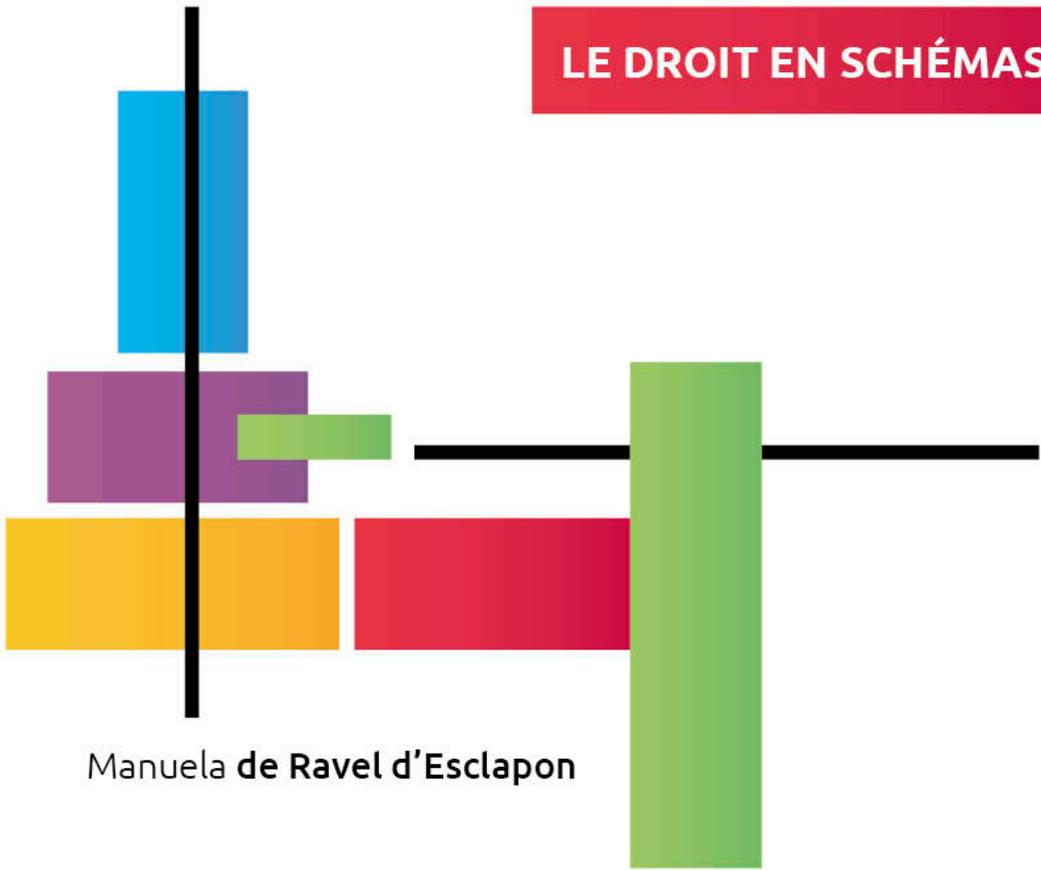


LE DROIT EN SCHÉMAS



Manuela de Ravel d'Esclapon

La Convention européenne des droits de l'Homme en schémas

ellipses

Table des matières

Préface	3
Table des abréviations	7

Introduction

Le système conventionnel

I. La mise en place du système conventionnel	10
A. Les objectifs du Conseil de l'Europe.....	10
1. Le statut de Londres	10
2. La démocratie.....	10
3. Les droits humains.....	10
4. L'État de droit.....	10
B. La naissance de la CEDH et de la Cour	12
C. La garantie collective des droits.....	14
D. Le droit de recours individuel.....	16
II. L'évolution du système conventionnel	18
A. Le caractère obligatoire du droit de recours individuel.....	18
B. La mise en place d'une Cour unique	20
1. Le fonctionnement avant 1998.....	20
2. Le fonctionnement depuis 1998.....	22
C. La Réforme de la Cour	24
1. Le Protocole n° 14	24
2. Le Protocole n° 15.....	24
3. Le Protocole n° 16	24
III. La relation avec l'Union européenne.....	26
A. La distinction entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ...	26
Un objectif commun par des voies spécifiques.....	26
Une couverture géographique distincte	26
Une méthode différente.....	26
Une rencontre inévitable.....	26
B. La théorie de la protection d'effet équivalent.....	28
C. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.....	30
D. L'adhésion de l'Union à la Convention	32

La convention européenne des droits de l'homme

Titre I. Le cadre de la CEDH	36
Chapitre 1. L'interprétation de la CEDH	36
Section I. L'interprétation autonome	38
Section II. L'interprétation à la lumière des conditions de vie actuelles.....	40
Section III. L'interprétation globale	42
Chapitre 2. Les fondements de la CEDH	44
Section I. La subsidiarité.....	44
Section II. Les obligations étatiques	46
Section III. L'effet horizontal de la CEDH.....	48
I. L'effet horizontal direct	48
II. L'effet horizontal indirect	48
Section IV. Le volet procédural.....	50
Titre II. Les principaux droits garantis	52
Chapitre 1. Le droit à la vie	52
Section I. Les obligations de l'État au titre de l'article 2	52
Section II. Les exceptions prévues par l'article 2.....	54
Section III. Les enjeux du droit à la vie	56
Section IV. L'abolition de la peine de mort en Europe	58
Section V. La systématisation de l'usage de la force meurtrière par les agents de l'État.....	60
Section VI. Les limites temporelles du droit à la vie	62
I. Le commencement de la vie et la fin de la vie.....	62
II. L'euthanasie	64
Chapitre 2. L'interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants	66
Section I. Les traitements interdits	66
Section II. Le seuil minimum de gravité.....	68
Section III. Les obligations de l'État au titre de l'article 3.....	70
Section IV. Les nombreux enjeux de la protection de l'intégrité physique	72
Section V. Les conditions de détention.....	74
I. L'identification d'un mauvais traitement.....	74
A. Les conditions en général.....	74
B. L'espace personnel.....	74

II. L'absence de recours effectif.....	76
Section VI. L'exemple de l'éloignement de l'étranger ou l'extradition du condamné ou du suspect	78
Chapitre 3. L'interdiction de l'esclavage et du travail forcé ou obligatoire	80
Section I. De l'esclavage à la traite d'êtres humains.....	80
I. L'esclavage et la servitude.....	80
II. Les enjeux de la protection de l'article 4 § 1.....	80
III. La traite d'êtres humains.....	82
Section II. Le travail forcé ou obligatoire.....	84
I. Une définition autonome.....	84
II. Les exceptions prévues par le texte	86
Chapitre 4. Les libertés	88
Section I. Méthodologie du raisonnement.....	88
Section II. La liberté de pensée, de conscience et de religion	90
I. Les convictions et religions protégées	90
II. La protection des individus	92
A. Les obligations négatives de l'État	92
B. Les obligations positives de l'État.....	94
III. Les nombreux enjeux de la liberté de pensée, de conscience et de religion.....	96
IV. L'importance de la protection des organisations religieuses	98
A. Le <i>locus standi</i> des organisations religieuses devant la Cour	98
B. La création et la dissolution d'une organisation religieuse.....	98
C. L'autonomie d'une organisation religieuse	98
Section III. La liberté d'expression.....	100
I. Les formes d'expression protégées	100
II. Les buts légitimes invocables.....	100
III. Les nombreux enjeux de la liberté d'expression.....	100
IV. L'importance de la liberté d'expression de la presse.....	102
A. Le contenu étendu de la protection de la presse.....	102
B. La protection des sources.....	102
V. L'exemple de la liberté d'expression du lanceur d'alerte	104
A. L'absence de définition du lanceur d'alerte	104
B. Les critères appliqués par la Cour	104
Section IV. La liberté de réunion et d'association	106
I. La liberté de réunion.....	106
II. La liberté d'association	108
III. La liberté syndicale.....	110

A. L'approche générale.....	110
B. L'approche particulière sur les éléments essentiels.....	110
C. L'approche particulière sur le droit de grève	110
Chapitre 5. La vie privée et familiale.....	112
Section I. La protection de la vie privée	112
I. La notion autonome de vie privée.....	112
II. Les obligations de l'État.....	114
III. Les nombreux enjeux de la protection de la vie privée.....	116
IV. L'intégration de la réputation au sein de la vie privée	118
A. L'exemple d'un conflit entre droits fondamentaux.....	118
B. L'ajustement de la mise en balance : l'exemple de la réputation sur Internet.....	120
V. La prise en compte récente des effets du réchauffement climatique sur la vie privée	122
A. L'applicabilité de l'article 8.....	122
B. Les obligations positives de l'État en matière climatique.....	124
Section III. La protection de la vie familiale	126
I. La notion autonome de vie familiale	126
II. Les nombreux enjeux de la protection de la vie familiale	128
III. L'exemple de la filiation de l'enfant né d'une GPA.....	130
Section IV. La protection du domicile et de la correspondance	132
I. Des notions autonomes	132
A. Le domicile	132
B. La correspondance	134
II. Les enjeux de la protection du domicile et de la correspondance	136
III. Le secret professionnel de l'avocat.....	138
Chapitre 6. Le droit à la liberté et à la sûreté	140
Section I. Un principe et des exceptions	140
Section II. Les garanties de l'article 5.....	142
Chapitre 7. Les droits de procédure	144
Section I. Le droit à un procès équitable	144
I. Le champ d'application de l'article 6	144
A. Le volet civil	146
B. Le volet pénal	148
II. Les garanties générales.....	150
A. Le droit d'accès à un tribunal établi par la loi, indépendant et impartial.....	150
1. La notion autonome de tribunal.....	150
2. Les garanties d'un tribunal	152

B. La publicité de la procédure	154
1. La publicité des débats.....	154
2. La publicité du prononcé.....	156
C. La durée raisonnable de la procédure.....	158
D. L'équité de la procédure	160
III. Les garanties spécifiques à la matière pénale.....	162
A. La présomption d'innocence	162
1. Personnes concernées	162
2. Charge de la preuve	162
B. Les droits de la défense.....	164
C. Le droit à un double degré de juridiction	166
D. Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire	168
E. <i>Ne bis in idem</i>	170
F. La légalité des délits et des peines	172
IV. Le droit à un avocat	174
A. Les nombreux enjeux du droit à un avocat	174
B. Le fonctionnement du droit à un avocat	176
C. Le contenu du droit à un avocat	178
Section II. Le droit à un recours effectif.....	180
Chapitre 8. L'interdiction de la discrimination.....	182
Section I. L'article 14 et l'article 1 ^{er} du Protocole n° 12.....	182
I. Une application <i>ratione personae</i> différente.....	182
II. Un champ d'application distinct	182
III. La même interdiction substantielle	184
Section II. Les motifs de discrimination interdits.....	186
I. Une liste non exhaustive de motifs.....	186
II. Une gradation entre les motifs.....	186
Section III. Les types de discrimination interdits	188
I. Le traitement différent de situations comparables.....	188
II. Le traitement identique de situations différentes	188
III. Le traitement apparemment neutre aux effets discriminatoires.....	188
IV. Le traitement discriminatoire en raison d'une caractéristique identifiable d'un tiers.....	188
Section IV. L'enjeu des mesures positives en faveur de l'égalité matérielle.....	190
Section V. Les violences domestiques	192
I. Les sources de la violence domestique comme forme de discrimination	192
II. Le transfert de la charge de la preuve	194
III. Les obligations des États.....	196

Chapitre 9. Le droit de propriété.....	198
Section I. La notion de bien	198
I. Un intérêt patrimonial.....	198
II. Une espérance légitime.....	200
Section II. L'économie de l'article 1 ^{er} du Protocole additionnel	202
I. L'approche des trois phrases.....	202
II. La distinction entre les mesures relevant de chaque hypothèse	204
III. Le régime commun aux trois hypothèses.....	206
A. L'existence d'une base légale	206
B. L'existence d'un but d'intérêt général	206
C. L'existence d'un juste équilibre.....	208
D. L'application horizontale de l'article 1 ^{er} du Protocole additionnel..	208
Chapitre 10. La suspension des droits.....	210
Section I. La dérogation aux droits en cas d'état d'urgence	210
I. L'identification de circonstances exceptionnelles.....	210
II. La proportionnalité de la dérogation aux circonstances exceptionnelles.....	210
III. Les droits indérogeables.....	210
IV. La procédure de mise en œuvre de l'article 15.....	212
Section II. L'abus de droit.....	214

Partie 2

La Cour européenne des droits de l'homme

Titre I. Le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme.....	218
Chapitre 1. La participation à la Convention	218
Section I. L'adhésion à la Convention.....	218
I. L'adhésion d'un État.....	218
II. L'adhésion de l'Union européenne	220
Section II. La dénonciation de la Convention.....	222
Chapitre 2. Le fonctionnement interne de la Cour européenne.....	224
Section I. Les juges.....	224
I. Le juge national.....	224
II. Les incompatibilités	224
III. L'élection.....	226
Section II. Les formations de jugement	228
I. Les formations classiques.....	228
A. La formation de juge unique.....	228

B. Le Comité de trois juges.....	228
C. La Chambre de sept juges.....	228
II. La Grande Chambre de dix-sept juges.....	230
Section III. Les procédures ordinaires.....	232
I. La requête individuelle.....	232
A. Le cheminement d'une requête individuelle.....	232
B. L'examen approfondi de la requête.....	234
1. Le règlement amiable et la déclaration unilatérale.....	234
2. L'examen contradictoire de l'affaire.....	234
II. Le cheminement d'une requête étatique.....	236
Section IV. Les procédures spécifiques.....	238
I. Les mesures provisoires.....	238
II. Les avis consultatifs.....	240
Chapitre 3. Les arrêts de la Cour.....	242
Section I. Les types de prononcés.....	242
I. Distinguer une décision d'un arrêt.....	242
II Les différents arrêts.....	244
A. Les arrêts de principe.....	244
B. Les arrêts pilotes.....	244
C. Les affaires clones ou répétitives.....	244
D. Les autres arrêts.....	244
Section II. L'exécution des arrêts.....	246
I. Les mesures d'exécution de l'arrêt.....	246
II. Les procédures de surveillance des arrêts.....	248
Titre II. La requête individuelle.....	250
Chapitre 1. Le demandeur.....	250
Section I. Les personnes physiques.....	250
Section II. Les personnes morales.....	250
Section III. Les groupes de particuliers.....	250
Chapitre 2. Les conditions de recevabilité au sens strict.....	252
Section I. L'épuisement des voies de recours internes.....	252
Section II. Le délai de quatre mois.....	254
I. Le point de départ du délai.....	254
II. Le calcul du délai.....	254
Section III. La qualité de victime.....	256
Section IV. Les autres conditions de recevabilité.....	258
Chapitre 3. La compétence de la Cour.....	260
Section I. La compétence territoriale.....	260

Section II. La compétence personnelle	260
Section III. La compétence temporelle	262
Section IV. La compétence matérielle	264
A. Les droits civils et politiques.....	264
B. Les protocoles.....	264
Bibliographie	267